



SERVICE DE PRESSE
ET VEILLE

Palais de l'Élysée, mercredi 2 mars 2022

**ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
SUR LA GUERRE EN UKRAINE**

Françaises, Français,

Mes chers compatriotes,

Depuis l'attaque brutale lancée par le Président POUTINE contre l'Ukraine le 24 février, les forces russes bombardent Kiev, assiègent les villes les plus importantes du pays. Des centaines de civils ukrainiens ont été tués. Des femmes et des enfants ont été tués encore ce jour. Les jours qui viennent seront vraisemblablement de plus en plus durs.

Des centaines de milliers de réfugiés fuient vers la Moldavie, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Slovaquie et progressivement le reste de l'Europe.

Dans cette épreuve sans précédent depuis nombre de décennies, nous nous tenons aux côtés de l'Ukraine.

Je salue ce soir le courage du peuple ukrainien qui résiste sous le feu des armes. Et en votre nom, j'adresse au Président Volodymyr ZELENSKY le soutien fraternel de la France. Il est aujourd'hui, à la tête de son peuple si courageux, le visage de l'honneur, de la liberté, de la bravoure.

Ni la France, ni l'Europe, ni l'Ukraine, ni l'Alliance Atlantique n'ont voulu cette guerre. Nous avons au contraire tout fait pour l'éviter.

Vous le savez, j'ai depuis 2017 conduit un dialogue exigeant et constant avec le Président POUTINE. Et face à l'aggravation des tensions, je me suis rendu à Moscou et puis à Kiev les 7 et 8 février derniers pour rechercher des alternatives à un conflit armé. Plusieurs autres dirigeants européens ont d'ailleurs accompagné cet effort. Le Président des États-Unis d'Amérique a manifesté quant à lui sa disponibilité pour négocier après avoir rencontré physiquement le Président POUTINE en juin 2021 à Genève.

C'est donc bien seul et de manière délibérée que, reniant un à un les engagements pris devant la communauté des Nations, le Président POUTINE a choisi la guerre.

Cette guerre n'est pas un conflit entre l'OTAN et l'Occident d'une part et la Russie d'autre part, comme certains peuvent l'écrire : il n'y a pas de troupes ni de bases de l'OTAN en Ukraine. Ce sont des mensonges. La Russie n'est pas agresseur. Elle est l'agresseur.

Cette guerre est encore moins, comme une propagande insoutenable voudrait le faire penser, une lutte contre le « nazisme ». C'est un mensonge. Une insulte à l'Histoire de la Russie et de l'Ukraine, à la mémoire de nos aînés qui ont combattu côte à côte contre le nazisme. Les dirigeants russes s'en prennent à la mémoire de la Shoah en Ukraine. Comme ils s'en prennent en Russie à la mémoire des crises du stalinisme.

Cette guerre est le fruit d'un esprit de revanche, nourri d'une lecture révisionniste de l'Histoire de l'Europe, qui voudrait la renvoyer aux heures les plus sombres des Empires, des invasions, des exterminations.

A cette violation flagrante de l'intégrité du territoire et de la souveraineté d'un pays européen, la France et l'Europe ont répondu immédiatement, unanimement, fermement. Nous l'avons fait en étroite coordination avec les Britanniques, les Canadiens, les Américains, les Japonais et tant d'autres pays.

D'abord en soutenant le peuple ukrainien par des convois humanitaires ainsi que par la livraison de matériel et d'équipement pour se défendre.

Ensuite, en agissant avec les autres Nations pour que les dirigeants russes entendent que le choix de la guerre mettrait leur pays au ban des peuples et de l'Histoire.

Une résolution a été votée au Conseil de sécurité des Nations Unies sur les violations du droit international commises par Moscou. Et cet après-midi même, l'Assemblée Générale des Nations unies a condamné par un vote écrasant cette agression.

La communauté internationale a ainsi montré son unité. Les équipes sportives de Russie ont été exclues des grandes compétitions internationales et nombre de grands événements sportifs et culturels ont été annulés.

Nous continuons et continuerons un travail acharné afin de conduire, sur tous les continents, les Nations à condamner l'invasion, à exiger le cessez-le-feu et le respect des opérations humanitaires sur le sol ukrainien.

Nous avons pris, de manière rapide et proportionnée, des sanctions à l'égard de la Russie et de ses dirigeants. Les avoirs de plusieurs centaines de personnalités russes proches du pouvoir ont ainsi été gelés en France et à l'étranger. Plusieurs grandes banques russes ont été exclues des systèmes de paiements internationaux, rendant impossibles nombre de transactions et entraînant la chute du rouble. Les organes de propagande russe viennent de cesser d'émettre en Europe.

Sur le terrain, nous nous sommes donné les moyens de protéger nos ressortissants en organisant le transfert de notre ambassade d'une ville à l'autre en Ukraine et en permettant à tous les Français ou binationaux qui le souhaitent de pouvoir quitter le pays dans les meilleurs délais.

Je veux ici en votre nom, remercier l'ensemble des diplomates, policiers, militaires et agents de l'Etat qui continuent de mener cet effort et prennent en charge nos compatriotes en Moldavie et sur les principaux points de sortie du territoire ukrainien.

Je remercie aussi l'ensemble des journalistes qui couvrent avec courage le conflit et œuvrent ainsi à la liberté d'information de tous les citoyens du monde.

Enfin, nous avons participé à l'effort dans le cadre de l'OTAN pour protéger la sécurité et la souveraineté de nos alliés européens en renforçant la présence militaire que nous avons déjà dans les Etats baltes et dans la région. Ainsi, plusieurs centaines de soldats français sont arrivés hier sur le sol de la Roumanie.

Initiatives diplomatiques, sanctions contre les dirigeants politiques et économiques de la Russie, soutien à la population ukrainienne vont ainsi se poursuivre et s'intensifier avec pour objectif d'obtenir l'arrêt des combats.

Mais pour autant, nous ne sommes pas pour autant en guerre contre la Russie. Nous savons tout ce qui nous lie à ce grand peuple européen qu'est le peuple russe, qui a tant sacrifié durant la Seconde guerre mondiale pour sauver l'Europe de l'abîme. Nous sommes aujourd'hui aux côtés de tous les Russes qui, refusant qu'une guerre indigne soit menée en leur nom, ont l'esprit de responsabilité et le courage de défendre la paix ; et qui le font savoir en Russie et ailleurs.

C'est pour cela que si j'échange constamment avec le Président ZELENSKY, j'ai aussi choisi de rester en contact et resterai en contact autant que je le peux et autant que c'est nécessaire avec le Président POUTINE. Pour chercher sans relâche à le convaincre de renoncer aux armes pour aider autant que la France le peut dans le cadre des pourparlers en cours et pour prévenir la contagion et l'élargissement du conflit autant que nous le pouvons.

Les équilibres de notre continent comme plusieurs aspects de notre quotidien sont d'ores et déjà bouleversés par cette guerre et connaîtront des changements profonds dans les mois qui viennent.

Notre Europe en sera bousculée. J'aurai l'occasion d'y revenir.

Plusieurs centaines de milliers de réfugiés venant d'Ukraine sont et seront accueillis sur notre continent. La France prendra sa part. Et je veux ici d'ores et déjà remercier nos villes et nos villages qui ont commencés à se mobiliser. Remercier nos associations, qui aussi œuvrent pour accueillir dans les meilleures conditions.

Nous nous organisons et nous prendrons soin de celles et ceux qui rejoignent notre sol pour être protégés. La France prendra aussi sa part en accueillant les enfants forcés à l'exil, séparés de leurs pères restés combattre, et ce en étroite collaboration avec les associations et les ONG qui œuvrent déjà sur place et dans notre pays.

Notre agriculture, notre industrie, nombre de secteurs économiques souffrent et vont souffrir, soit parce qu'ils dépendent des importations de matières premières venues de Russie ou d'Ukraine, soit parce qu'ils exportent vers ce pays. Notre croissance, aujourd'hui au plus haut, sera inmanquablement affectée.

Le renchérissement du prix du pétrole, du gaz et des matières premières a et aura des conséquences sur notre pouvoir d'achat : demain le prix du plein d'essence, le montant de la facture de chauffage, le coût de certains produits risquent de s'alourdir encore.

Alors face à ces conséquences économiques et sociales, je n'ai et n'aurai qu'une boussole : vous protéger.

Nous épaulerons les secteurs économiques les plus exposés en recherchant de nouveaux fournisseurs, de nouveaux débouchés commerciaux. Et c'est à cette fin que je me suis entretenu avec des homologues américains, européens, moyen-orientaux.

Nous apporterons des réponses adaptées face aux perturbations des flux commerciaux et à l'augmentation des prix. Et j'ai demandé au Premier ministre d'élaborer, pour les prochains jours, un plan de résilience économique et social pour répondre à toutes ces difficultés.

Mais ne nous trompons pas. Ces événements n'auront pas seulement des conséquences immédiates, à la trame de quelques semaines. Ils sont le signal d'un changement d'époque.

La guerre en Europe n'appartient plus à nos livres d'histoire ou de livres d'école, elle est là, sous nos yeux. La démocratie n'est plus considérée comme un régime incontestable, elle est remise en cause, sous nos yeux.

Notre liberté, celle de nos enfants n'est plus un acquis. Elle est plus que jamais un système de courage, un combat de chaque instant.

A ce retour brutal du tragique dans l'Histoire, nous nous devons de répondre par des décisions historiques.

Notre pays amplifiera donc l'investissement dans sa défense décidé dès 2017 et poursuivra sa stratégie d'indépendance et d'investissement dans son économie, sa recherche, son innovation, déjà renforcée à la lumière de la pandémie.

Notre Europe, dans cette épreuve, démontre, comme elle l'a fait ces derniers mois, une unité remarquable. Elle doit désormais accepter de payer le prix de la paix, de la liberté, de la démocratie. Elle doit investir davantage pour moins dépendre des autres continents et pouvoir décider pour elle-même. En d'autres termes : devenir une puissance, plus indépendante, plus souveraine.

Puissance économique d'abord. Nous ne pouvons plus dépendre des autres pour nous nourrir, nous soigner, nous informer, nous financer. Voilà pourquoi, dans le prolongement des décisions prises au plus fort de la pandémie avec le plan de relance européen, nous devons promouvoir un nouveau modèle économique fondé sur l'indépendance et le progrès.

Puissance énergétique, ensuite. Nous ne pouvons plus dépendre des autres et notamment du gaz russe pour nous déplacer, nous chauffer, faire fonctionner nos usines. Voilà pourquoi, après avoir décidé pour la France, le développement des énergies renouvelables et la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, je défendrai une stratégie d'indépendance énergétique européenne.

Puissance de paix, enfin. Nous ne pouvons pas dépendre des autres pour nous défendre que ce soit sur terre, sur mer, sous la mer, dans les airs, dans l'espace ou le cyberspace. A cet égard, notre défense européenne doit franchir une nouvelle étape.

Je réunirai les 10 et 11 mars prochains à Versailles les chefs d'Etat et de gouvernement, européens, lors d'un sommet qui aura à décider sur ces sujets.

D'ores et déjà, notre Europe a montré unité et détermination. Elle est entrée dans une nouvelle ère. Il nous faut poursuivre.

Mes chers compatriotes,

La guerre en Ukraine marque une rupture pour notre continent et nos générations.

Je sais combien elle vous inquiète, légitimement. Elle nous mobilise et nous imposera de prendre des décisions. Je vous en rendrai compte.

Cette guerre vient aussi percuter notre vie démocratique et la campagne électorale qui s'ouvre officiellement à la fin de cette semaine.

Cette campagne permettra un débat démocratique important pour la Nation mais qui ne nous empêchera pas de nous réunir sur l'essentiel.

Je sais pouvoir compter sur vous, votre attachement à la liberté, à l'égalité, à la fraternité, à la place de la France dans le monde.

Je ne cesserai jamais de les défendre et de les porter haut, en votre nom.

Vive la République.

Vive la France.